



OPERATION**ENAC - SALLE DE COURS ESNAULT R+1 BAT E****7 avenue Edouard Belin – 31055 TOULOUSE CEDEX 4**

MAITRE D'OUVRAGE**ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE****7 avenue Edouard Belin – 31055 TOULOUSE CEDEX 4**

COORDONNATEUR SPS**ELYFEC Agence de Toulouse****16 rue du Cassé – 31240 SAINT-JEAN**

PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIE

Indice	Date	Objet	Pages modifiées	Rédacteur
0	31/01/2025	Création du document	/	José DOMINGUES

ELYFEC SPS – Siège Social : 29 rue Condorcet 38090 VAULX MILIEU - www.elyfec-sps.fr
SAS au capital de 40.000 € - Siret 434 024 394 00109 – RCS VIENNE – Code NAF 7490B

Table des matières

1. PREAMBULE	3
2. RENSEIGNEMENT ADMINISTRATIFS GENERAUX INTERESSANT LE CHANTIER.....	3
2.1 ADRESSE ET LOCALISATION DU CHANTIER	3
2.2 DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX	3
2.3 LISTE DES INTERVENANTS.....	4
2.4 ORGANISMES DE PREVENTION	4
2.5 ENTREPRISES INTERVENANTES.....	4
2.6 INFORMATIONS SUR LE CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION.....	5
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	6
3.1 CONDITIONS D'ACCES A L'ENCEINTE DU CHANTIER	6
3.2 ACTIVITES SUR LE SITE OU A PROXIMITE	6
3.3 CONTRAINTES LIEES A LA PARCELLE	7
4. MESURES GENERALES DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE DU CHANTIER	8
4.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	8
5. MESURES DE PREVENTION ET DE PROTECTION VIS-A-VIS DES RISQUES PARTICULIERS	9
5.1 AMIANTE	9
5.2 TRAVAUX DE DEMOLITION, DE DECONSTRUCTION	10
5.3 TRAVAUX EXPOSANT AUX POUSSIERS DE BOIS	10
5.4 RISQUE DE CHUTE DE HAUTEUR DE PLUS DE 3M.....	11
5.5 TRAVAUX GENERANT UNE EXPOSITION A LA SILICE LIBRE	12
5.6 TRAVAUX DE SOUDAGE	12
5.7 TRAVAUX SUR LES TOURS AERO-REFRIGERENTES	13
6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS	14
6.1 INCENDIE.....	14
6.2 ACCIDENTS, 1 ^{ER} SOINS.....	15
6.3 APPEL DES SECOURS EXTERIEURS	15
7. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES LIEES A LA COORDINATION SPS	17
7.1 VISITES D'INSPECTION COMMUNE	17
7.2 PPSPS SIMPLIFIE	18
7.3 CONSEQUENCE DE L'ABSENCE DE VISITE D'INSPECTION COMMUNE OU DE NON REMISE DU PPSPS SIMPLIFIE	18
7.4 ACCUEIL DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER PAR L'ENCADREMENT DES ENTREPRISES	18
8. ANNEXES.....	19
8.1 LISTE DES ENTREPRISES INTERVENANTES	19
8.2 REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRAVAUX	20

1. Préambule

L'opération objet de ce document est réalisée dans le cadre de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

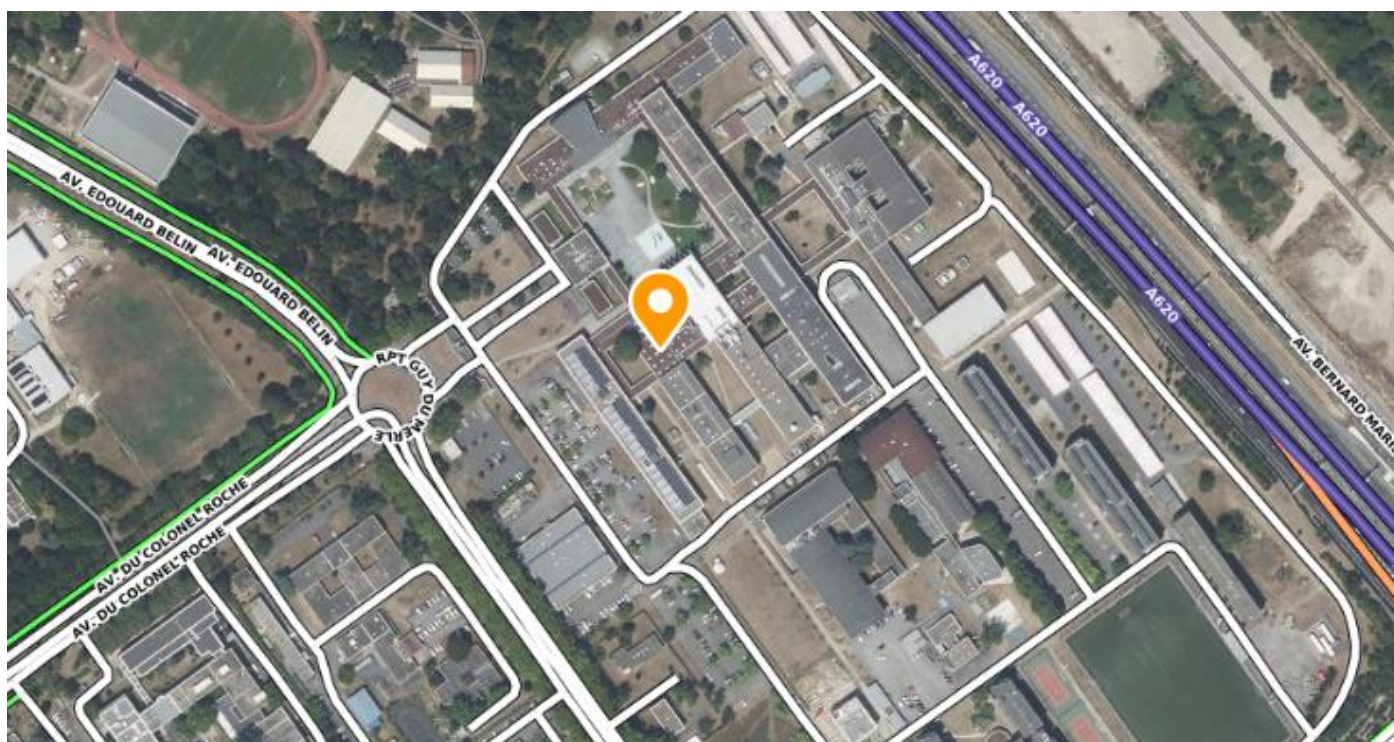
Sur cette opération de catégorie 3, il a été désigné pour l'opération, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé entre les différents intervenants du chantier. Du fait de la présence de risques particuliers au sens de l'arrêté de 25 février 2003, le présent PGC simplifié a été établi afin de décrire spécifiquement les moyens de prévention et de protection prévus pour prévenir les accidents et les maladies professionnelles qui peuvent en découler.

En cas de découverte en cours de chantier de risques particuliers non traités, le PGC simplifié sera complété par le coordonnateur SPS. Les mises à jour successives seront alors consignées sur la page de garde du document.

2. Renseignement administratifs généraux intéressant le chantier

2.1 Adresse et localisation du chantier

7 avenue Edouard Belin – 31055 TOULOUSE



2.2 Description sommaire des travaux

Travaux de réaménagement intérieur.

Nature des ouvrages à réaliser : voir CCTP

2.3 Liste des intervenants

Désignation	Noms	Adresses	Tél.
Maître d'Ouvrage	ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE	7 avenue Edouard Belin 31055 TOULOUSE CEDEX 4	
Maîtrise d'œuvre	ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE Mme Sophie TUSSING-BRUERE	7 avenue Edouard Belin 31055 TOULOUSE CEDEX 4 sophie.tussing-bruere@enac.fr	05 62 17 44 64 06 21 10 38 84
Coordonnateur SPS	ELYFEC Agence de Toulouse M. José DOMINGUES	16 rue du Cassé 31240 SAINT-JEAN jose.domingues@elyfec.fr	05 61 16 61 79 06.76.48.46.33

2.4 Organismes de prévention

DIRECCTE	CARSAT	OPPBTP
DDETS 31 5, esplanade Compans Caffarelli - BP 98016 31080 TOULOUSE CEDEX 6 Tél. 05 32 98 00 94 ddets-uc1@haute-garonne.gouv.fr	2 rue Georges Vivent 31065 Toulouse Cedex 9 Tél. 0 811 709 731 prevention@carsat-mp.fr	3, Chemin Du Pigeonnier De La Cépière BP 53645 31036 TOULOUSE CEDEX 1 Tél 05 61 44 52 62 mail : occitanie@oppbtp.fr

2.5 Entreprises intervenantes

La réalisation des prestations de l'opération est traitée en lots séparés.

N° Lots	Dénomination des lots
01	DEMOLITIONS / GROS-ŒUVRE / DESAMANTAGE
02	MENUISERIES INTERIEURES
03	PLATRERIE / FAUX-PLAFONDS
04	SOL SOUPLE / PEINTURE

N° Lots	Dénomination des lots
05	ELECTRICITE
06	CVC

La liste des entreprises titulaires des lots ci-dessus sera placée en annexe du présent PGC simplifié après attribution.

2.6 Informations sur le calendrier prévisionnel de l'opération

- Phase actuelle de l'opération à la date de rédaction du présent document : réalisation
- Début prévisionnel des travaux : suivant planning
- Durée prévisionnelle des travaux : suivant planning

3. Mesures d'organisation générale du chantier

3.1 Conditions d'accès à l'enceinte du chantier

Accès des personnes

Un accès chantier unique devra être clairement identifié.

Ne pourront pénétrer sur le chantier que les personnes autorisées :

- les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage ;
- les représentants de l'équipe de Maîtrise d'œuvre ;
- le contrôleur technique ;
- le coordonnateur SPS ;
- les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés, à jour de la procédure d'inspection commune et ayant remis leur PPSPS simplifié lorsqu'il est requis ;
- les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés et en possession de la Carte d'identification professionnelle (carte du BTP).

Liste nominative des personnels travaillant sur le chantier à fournir par les titulaires. Un registre du personnel de chaque entreprise présente sur le chantier devra être tenu à jour dans le bureau du chef de chantier et tenu à disposition des organismes de contrôle.

Chacun de ces intervenants devra être identifié clairement par un badge d'entreprise ou par un macaron nominatif aux couleurs de l'entreprise collé sur le casque.

Accès des véhicules

Les véhicules d'entreprise ne sont autorisés que temporairement à pénétrer dans l'enceinte du chantier pour le déchargement de matériaux ou de matériel. En dehors de ces opérations, ces véhicules doivent être stationnés en dehors de l'emprise du chantier.

Les véhicules personnels ne sont pas autorisés à pénétrer dans l'enceinte du chantier.

L'accès au chantier par les livreurs est autorisé le temps du déchargement de matériel ou de matériaux. L'entrepreneur commanditaire du matériel ou des matériaux se doit d'accueillir et de guider le fournisseur jusqu'au lieu de livraison.

3.2 Activités sur le site ou à proximité

Contraintes liées à l'activité sur le site

Dispositions à prendre	Chargé de la mise en œuvre
Réduire au maximum les nuisances à l'intérieur des locaux : <ul style="list-style-type: none">○ utilisation de machines électriques répondant aux normes en vigueur,○ interdiction d'utiliser de postes de radio à l'intérieur des locaux,○ capter les poussières à la source,○ balisage des zones d'intervention	Toutes les entreprises
Les circulations devront demeurer libres de tout obstacle. Par conséquent : <ul style="list-style-type: none">○ aucun stockage de matériaux et/ou matériels n'y est autorisé,○ les gaines et/ou câbles électriques ne devront circuler en travers, de manière à éviter toute chute de plain-pied	Toutes les entreprises

Dispositions à prendre	Chargé de la mise en œuvre
Consignes de sécurité propres au site remises par le Chef d'Etablissement lors de la visite d'inspection commun	Consignes à intégrer au PPSPS de chaque entreprise

3.3 Contraintes liées à la parcelle

Présence de réseaux

Moyen de prévention	Précisions	Chargé de la mise en œuvre
Consignation du réseau par l'exploitant	L'entreprise doit demander en premier lieu la consignation des réseaux concernés et être en possession d'une attestation de mise hors tension écrite, datée et signée par l'exploitant avant le démarrage des travaux	Toutes les entreprises

4. Mesures générales de bon ordre et de salubrité du chantier

4.1 Installations de chantier

Les installations de chantier seront mises à disposition par l'ENAC

Description	Réalisation	Entretien
Salle de repos – Stockage – vestiaire : Bâtiment G -Salle G- XX et G-xx <ul style="list-style-type: none"> - Ces deux salles seront mises à disposition pour les entreprises. Elles seront équipées par le lot 01 (frigo, micro-ondes ...) Sanitaires : <ul style="list-style-type: none"> - Les sanitaires existants, situés à coté de la salle 105 et 109, sont mis à disposition du chantier. 	MO	Lot 1
Couloir d'accès : <ul style="list-style-type: none"> - Pendant toute la durée du chantier, le couloir sera condamné pour un usage exclusif au chantier. Cette fermeture sera à maintenir et entretenir au quotidien. 	MO	Chaque entreprise
Sas de propreté avec les usagers ENAC <ul style="list-style-type: none"> - Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place d'un sas « de propreté » afin que les travaux ne débordent pas sur les bureaux adjacents restant en service pendant la durée des travaux. - Chaque entreprise aura la charge de nettoyer quotidiennement les couloirs adjacents à la zone de travaux, salis lors de ces prestations. - La livraison de matériaux et l'évacuation de déchets se fera en coordination avec la maîtrise d'ouvrage afin de ne pas gêner les usagers. - Les travaux bruyants et salissants seront programmés en coordination avec la maîtrise d'ouvrage afin de définir le meilleur créneau hebdomadaire pour les réaliser 	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Eau <ul style="list-style-type: none"> - L'établissement met à la disposition du chantier le réseau existant 	MO	Chaque entreprise
Electricité <ul style="list-style-type: none"> - L'établissement met à la disposition du chantier le réseau existant 	MO	Chaque entreprise

5. Mesures de prévention et de protection vis-à-vis des risques particuliers

5.1 Amiante

Problématique	Mesure de coordination
Détection des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA)	<p>Faire repérer d'une façon exhaustive les matériaux et produits contenant de l'amiante sur l'ensemble des composants de la construction touchés par les travaux (Maître d'Ouvrage)</p> <p>Transmettre le rapport de repérage aux entreprises et si possible faire repérer physiquement les matériaux concernés à la bombe de peinture (Maître d'Ouvrage)</p>
Dépose ou confinement d'amiante	<p>Toute opération de dépose d'amiante doit donner impérativement lieu à une procédure spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'entreprise de désamiantage doit être certifiée pour la dépose d'amiante ○ Les intervenants de l'entreprise de désamiantage doivent être formés suivant les dispositions décrites par la réglementation (formation dites « sous-section 3 ») ○ Un plan de retrait ou de confinement de l'amiante doit être établi par l'entreprise de désamiantage et soumis à l'avis du médecin du travail de l'entreprise et du CHSCT (ou à défaut des Délégués du Personnel) puis transmis au moins 1 mois avant le démarrage des travaux à la DIRECCTE, au service prévention de la CARSAT et à l'OPPBTP ○ Les modalités décrites dans le plan de retrait ou de confinement de l'amiante doivent être appliquées strictement sur le chantier ○ En cas de modification des moyens ou des modes opératoires employés, un avenant au plan de retrait ou de confinement doit être établi par l'entreprise et transmis aux organismes de prévention
Interventions sur des matériaux amiantés sans finalité de dépose	<p>Analyser au préalable la possibilité de supprimer le risque : Est-il possible d'arriver aux mêmes fins sans toucher à l'amiante, cancérigène notoire ?</p> <p>A défaut, l'entreprise effectuant les travaux doit obligatoirement suivre une procédure spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les intervenants de l'entreprise doivent être formés suivant les dispositions décrites par la réglementation (formation dite « Sous-section 4 ») ○ Un mode opératoire doit être établi par l'entreprise et soumis à l'avis du médecin du travail de l'entreprise et du CHSCT (ou à défaut des DP) puis transmis avant le démarrage des travaux à la DIRECCTE, au service prévention de la CARSAT et à l'OPPBTP <p>Le mode opératoire doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La nature de l'intervention ○ Les matériaux concernés ○ La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrément ○ Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ○ Les notices de poste ○ Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ○ Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ○ Les procédures de gestion des déchets ○ Les durées et temps de travail déterminés <p>Si la durée prévisible dépasse les 5 jours, le mode opératoire est complété par :</p>

Problématique	Mesure de coordination
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le lieu, la date de commencement et la durée des travaux ○ La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement ○ Les dossiers de repérage d'amiante disponibles ○ Les listes des intervenants y compris les dates de délivrance des attestations de compétence et leur date de visite médicale
Découverte d'amiante en cours de chantier	En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante non repérés initialement, ils seront obligatoirement maintenus en place et signalés immédiatement par l'entreprise au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS avant toute poursuite des travaux

5.2 Travaux de démolition, de déconstruction

Moyen de prévention	Précisions	Chargé de la mise en œuvre
Protection du personnel	Installer des dispositifs de protection collectifs adaptés Interdire matériellement l'accès aux parties à démolir S'assurer avant toute utilisation d'un engin mécanique, de l'absence de personnel dans les zones de circulation et de travail	Démolisseur
Protection des piétons et des ouvrages riverains	Ménager un espace libre suffisant autour de l'ouvrage à démolir Mettre en œuvre des dispositifs de protection pour que les gravats de démolition ne puissent atteindre l'extérieur de la clôture de chantier par chute ou par rebond Protéger les ouvrages riverains et les désolidariser des parties à démolir	Démolisseur

5.3 Travaux exposant aux poussières de bois

NOTA : Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques nécessitant une surveillance médicale

Prévention technique

Moyens de prévention	Chargé de la mise en œuvre
Aspiration à la source sur les machines de découpe portatives Exposer un minimum de travailleurs Informer et former le personnel sur les risques pour la santé et les moyens de protection Organiser la surveillance médicale des intervenants	Toute entreprise exposée

Protection individuelle

Equipements	Chargé de la mise en œuvre
Masque anti-poussières FFP3	Toute entreprise exposée

5.4 Risque de chute de hauteur de plus de 3m

Mise en garde

1/ L'employeur doit évaluer les risques et privilégier la prévention technique collective, chaque fois qu'elle est possible. La protection individuelle n'est acceptable que si les solutions de protection collective ne peuvent être mise en place ou en complément de ces solutions.

2/ Les travaux sur corde ne peuvent notamment être utilisés qu'en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement collectif ou lorsque l'utilisation d'un tel équipement exposerait à un risque plus grand. Dans ce cas les intervenants devront porter d'un harnais de sécurité antichute obligatoirement relié à une corde de sécurité et à la corde de travail.

3/ Les échelles, escabeaux et marchepieds à ne sont à utiliser qu'exceptionnellement en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement collectif ou lorsque le risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ; dans ce cas, utiliser des échelles dans des conditions de sécurité permettant d'éviter qu'elles ne glissent ou ne basculent.

Prévention technique collective à mettre en œuvre

Problématique	Mesure de coordination	Mise en œuvre
Risque de chute de faible hauteur	Utilisation de plateforme individuelles roulantes (les échelles, les escabeaux et marche pieds ne peuvent être utilisés comme poste de travail qu'en cas d'impossibilité technique motivée)	Toutes les entreprises
Hauteur > 2,5m Echafaudage roulant	Montage suivant la notice de montage fourni par le fabricant (ou à défaut suivant un plan de montage préétabli) par du personnel formé et sous la direction d'une personne compétente. Présence de garde-corps rigides complets (main courante d'une hauteur de 1m à 1,1m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de 10 à 15 cm) Présence d'un accès sûr à l'ouvrage	Monteur

Protection individuelle contre les chutes

Equipement	Précisions	Chargé de la mise en œuvre
Harnais antichute	Système d'arrêt de chute ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre Présence d'une tierce personne lorsqu'il est fait usage d'un tel équipement de protection individuelle	Entreprise effectuant les travaux en hauteur

Précautions à prendre pour l'exécution de travaux en hauteur

Les postes de travail en hauteur doivent demeurer accessibles en toute sécurité pour permettre de porter rapidement secours à toute personne en difficulté.

La réalisation de travaux en hauteur sera immédiatement suspendue si les conditions météorologiques ou liées à l'environnement peuvent compromettre la sécurité et la santé des travailleurs.

Le travail en hauteur des jeunes de moins de 18 ans fait l'objet de règles particulières. Certains équipements et certaines tâches leur sont prohibés : cordes à nœuds, sellettes, nacelles, échelles suspendues, échafaudages volants, plateformes, montage et démontage d'échafaudages.

5.5 Travaux générant une exposition à la silice libre

NOTA : Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques nécessitant une surveillance médicale

Prévention technique

Moyens de prévention	Chargé de la mise en œuvre
Travailler à l'humide lors de la découpe, du piquage, du tronçonnage des matériaux Respecter la valeur limite de moyenne d'exposition fixée réglementaire à 0,1 mg/m ³ Exposer un minimum de travailleurs Informer et former le personnel sur les risques pour la santé et les moyens de protection Organiser la surveillance médicale, des intervenants	Toutes entreprises réalisant des travaux générant de la silice

Protection individuelle

Equipements	Chargé de la mise en œuvre
Equipement de protection respiratoire anti-poussière FFP3	Toutes entreprises réalisant des travaux générant de la silice

5.6 Travaux de soudage

NOTA : Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques nécessitant une surveillance médicale

Prévention technique

Moyens de prévention	Chargé de la mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Travaux en extérieur chaque fois que c'est possible Informier et former le personnel sur les risques pour la santé et les moyens de protection Organiser la surveillance médicale des intervenants 	CVC

Protection individuelle

Equipements	Chargé de la mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ○ Masque respiratoire FFP2(S) ○ Vêtements serrés au col, aux poignets et aux chevilles ○ Lunettes 	CVC

5.7 Travaux sur les tours aéro-réfrigérantes

NOTA : Travaux exposant les travailleurs à des risques biologiques nécessitant une surveillance médicale

Pathologies à prévenir

Tétanos., légionelloses, mycoses

Prévention technique

Moyen de prévention	Chargé de la mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ○ Hygiène corporelle stricte. ○ Exposer un minimum de travailleurs ○ Informer et former le personnel sur les risques pour la santé et les moyens de protection ○ Organiser la surveillance médicale, des intervenants ○ Vaccination 	

Protection individuelle

Equipements	Chargé de la mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> ○ Gants ○ Vêtements de protection ○ Masque de protection FFP3 	

6. Renseignements pratiques concernant les secours

6.1 Incendie

Prévention des incendies – Mesures générales

Mesure de prévention	Chargé de la mesure
Interdiction d'allumer des feux à l'intérieur des locaux ou sur les abords	Toutes les entreprises
Interdiction de fumer à l'intérieur de l'ouvrage ou aux abords	Toutes les entreprises
Protection adéquate des matériaux et produits présentant un pouvoir calorifique susceptible de générer un risque d'incendie	Toutes les entreprises
Évacuation dès que possible des produits de démolition présentant un pouvoir calorifique générant un risque d'incendie	Démolitions
Pour les travaux générant des points chauds (travaux d'étanchéité, soudage, découpe au chalumeau, disquage...) <ul style="list-style-type: none"> ○ Identifier les joints de dilation avant toute intervention et les protéger par la mise en place de matériaux ignifuges (tels que plâtre, bandes ignifuges...) ○ Surveiller attentivement l'absence de feu latent y compris plusieurs heures après l'exécution du travail concerné 	Toutes les entreprises
Stockage des matériaux inflammables dans des containers prévus à cet effet, ventilés, identifiés et équipés d'extincteurs de classe appropriée	Toutes les entreprises
Pour les travaux générant un point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) dans un Établissement maintenu en activité pendant les travaux, rédaction obligatoire d'un permis de feu entre l'entreprise générant le point chaud (soudage, découpe au chalumeau, disquage...) et un représentant du Chef d'Établissement préalablement à l'exécution de ces travaux	Toutes les entreprises / Chef d'Établissement

Lutte contre l'incendie et évacuation

Mesure de prévention	Mise en place et entretien
Des extincteurs seront positionnés à proximité des postes de travail. Le nombre et la classe des équipements mis en place seront adaptés à la nature des travaux à effectuer. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche. Le personnel sur chantier sera formé à l'utilisation des moyens d'extinction mis en œuvre	Toutes les entreprises
Les cantonnements seront dotés d'extincteurs de classe appropriée en nombre suffisant. Visibles et facilement accessibles, ils seront dûment contrôlés et en parfait état de marche.	Entreprise principale
En cas d'incendie, dans le cas où les moyens de première intervention ne sont pas suffisants pour venir à bout du sinistre, les entreprises devront évacuer le bâtiment et se rendre au point de rassemblement fixé à l'entrée du chantier en l'attente des secours extérieurs	Toutes les entreprises

6.2 Accidents, 1^{er} soins

1^{er} secours

Pendant toute la durée du chantier, il est exigé la présence d'un secouriste pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier. Le personnel SST portera un macaron distinctif sur le casque.

Chaque entreprise sur le site disposera en outre d'une trousse de premier soin.

Déclaration d'accident

Chaque entreprise concernée se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident. Elle préviendra parallèlement par téléphone le coordonnateur SPS dans les 4H puis rédigera et transmettra sous 72H un compte-rendu détaillant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

6.3 Appel des secours extérieurs

Numéros d'appel des secours

Un téléphone doit toujours être accessible sur le chantier de façon à pouvoir contacter les secours extérieurs. Les numéros suivants sont interconnectés et peuvent être appelés indifféremment. Ils sont disponibles 24H/24, ils sont gratuits et tous accessibles à partir d'un portable équipé d'une carte SIM :

N°	Service de secours correspondant
112	Numéro de secours Européen
18	Pompiers (Accident, incendie)
15	Samu (urgences médicales)
17	Forces de l'ordre (Troubles pour l'ordre public)

Centres antipoison

Les centres antipoison sont susceptibles de donner la conduite à tenir en cas d'exposition à un agent chimique (ingestion, inhalation, contact cutané) en attendant l'arrivée des secours.

Centre	N°
TOULOUSE	05 61 77 74 47

Message à transmettre aux services de secours

1	Identifiez-vous	Donnez votre nom, et le numéro de téléphone d'où vous appelez. Ce dernier permettra aux secours de vous rappeler, par exemple en cas de problème pour trouver l'endroit
---	-----------------	---

2	Expliquez où vous êtes	Donnez l'adresse précise de l'endroit où vous vous trouvez. N'oubliez pas la commune
3	Expliquez la cause de votre appel	Accident, malaise, incendie...
4	Décrivez ce que vous avez vu	<ul style="list-style-type: none">○ Le nombre de victime(s),○ Leur sexe et âge approximatif○ Leur état apparent (parle, saigne, transpire, respire)○ Leur position : debout, assis, allongé sur le ventre ou le dos..○ Les gestes effectués par vous-même ou les tiers présents
5	Précisez s'il y a des risques persistants	Par exemple risque d'effondrement, d'incendie, d'explosion, de collision...
6	Ne raccrochez pas le premier	Attendez les instructions

Accompagnement des secours

S'assurer dans la mesure du possible que les circulations verticales et horizontales sont bien dégagées.
Se positionner à l'entrée du chantier de façon à accompagner les secours sur les lieux du sinistre.

7. Obligations des entreprises liées à la coordination SPS

7.1 Visites d'inspection commune

Principe

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) doit réaliser une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS préalablement à toute intervention sur site.

Les entreprises de louage ou de montage de grue, dont la prise en compte du risque a été réalisée lors de la visite d'inspection commune avec l'entreprise qui les emploie, en sont exemptées : Seules les entreprises qui ont un contrat de louage direct avec le Maître d'Ouvrage doivent réaliser une inspection commune (source www.oppbtp.fr).

Procédure - Titulaire du lot

Chronologie	Étape
1	Signature du marché (y compris PGC simplifié), ordre de service
2	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
3	Établissement d'un projet de PPSPS simplifié par l'entreprise à apporter lors de la visite d'inspection commune si risques particuliers connus
4	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise
5	Établissement du PPSPS simplifié définitif par l'entreprise (si requis), transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Procédure - Sous-traitant

Chronologie	Étape
1	Demande d'agrément du sous-traitant réalisée par le titulaire auprès du maître d'Ouvrage
2	Information parallèle de l'intention de sous-traiter au coordonnateur SPS. Transmission des coordonnées du sous-traitant par l'entreprise titulaire
3	Agrément du sous-traitant par le Maître d'Ouvrage
4	Remise du PGC par le titulaire à son sous-traitant Remise de son PPSPS simplifié par le titulaire à son sous-traitant (si requis)
5	Demande de rendez-vous pour la réalisation de l'inspection commune formulée par l'entreprise auprès du coordonnateur SPS
6	Établissement d'un projet de PPSPS simplifié par le sous-traitant à apporter lors de la visite d'inspection commune si risques particuliers connus
7	Visite d'inspection commune entre le coordonnateur SPS et les représentants de l'entreprise sous-traitante et titulaire
8	Établissement du PPSPS simplifié définitif (si requis) par le sous-traitant et transmission au coordonnateur SPS et dépôt d'un exemplaire dans la salle de réunion de la base vie

Délais

Les entreprises sont donc tenues de programmer suffisamment tôt la prise de rendez-vous avec le coordonnateur SPS afin que la date de visite d'inspection commune retenue soit compatible avec le début de leur intervention. Les éventuels retards dus à un manque d'anticipation des entreprises ne pourront en aucun cas être reprochés au coordonnateur SPS.

7.2 PPSPS simplifié

Principe

Toute entreprise (titulaire, sous-traitant ou travailleurs indépendants) soumise à un ou plusieurs risques particuliers (au sens de l'arrêté du 25 février 2003 – voir liste au paragraphe 5.1 du présent PGC simplifié) doit établir et transmettre au coordonnateur SPS un PPSPS simplifié adapté au chantier et traitant spécifiquement du ou des risques particuliers décelés.

Diffusion

Entreprise	Destinataires
Entreprise effectuant des travaux présentant un ou plusieurs risques particuliers au sens de l'arrêté du 25 février 2003	1 ex Coordonnateur SPS 1 ex DIRECCTE 1 ex Service prévention de la CARSAT 1 ex OPPBTP 1 ex à chacun de ses sous-traitants 1 ex aux autres lots (via le coordonnateur SPS) 1 ex pour avis au Médecin du Travail (facultatif) 1 ex pour avis au CHSCT (facultatif)
Entreprise effectuant des travaux ne présentant pas de risque particulier	Néant

Conservation

Les entrepreneurs doivent conserver leur PPSPS simplifiés 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

Mise à disposition du PPSPS simplifié

Chaque entreprise soumise à risque particulier mettra à disposition un exemplaire de la dernière version de son PPSPS simplifié dans la salle de réunion de la base vie.

7.3 Conséquence de l'absence de visite d'inspection commune ou de non remise du PPSPS simplifié

Si la visite d'inspection commune n'a pas été réalisée ou si le PPSPS simplifié n'a pas été remis alors qu'il est requis, l'accès au chantier par le personnel de l'entreprise concernée n'est pas autorisé.

7.4 Accueil du personnel sur le chantier par l'encadrement des entreprises

Il est impératif que le contenu du PPSPS de l'entreprise soit connu du personnel d'exécution.

A cet effet, l'encadrement assurera obligatoirement un accueil de son personnel (y compris les intérimaires) à l'arrivée sur site au cours duquel il détaillera et commentera les dispositions retenues. Cet accueil sera formalisé par une feuille d'émargement daté et signé par l'ensemble des personnes ayant participé à la séance.

8. Annexes

8.1 Liste des entreprises intervenantes

Liste à compléter après attribution

Lot	Intitulé du lot	Entreprise	Tél/Email

8.2 Repérage d'amiante avant travaux



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux


Arrêté du 16/07/2019 ;

Articles R. 4412-97 à R. 4412-97-6 du Code du Travail issu du Décret 2017-899 du 9 mai 2017 modifié par le Décret 2019-251 du 27 mars 2019. Norme NIF X 46-020 d'août 2017



Número de rapport	M507J24A A
Propriétaire	ENAC
Donneur d'ordre	ENAC
Adresse de l'immeuble	7 avenue Edouard Belin 31400 TOULOUSE
Bâtiment ou installation	Bâtiment
Date de la commande	07/10/2024
La ou le(s) date(s) d'exécution du repérage	07/10/2024
Date d'émission du rapport de repérage	21/10/2024
Référence du programme de travaux défini par le donneur d'ordre	

Signataire du rapport

Signature et Visa	Opérateur de repérage :
 37 Chemin de Fourmauls - 31170 TOURNEFEUILLE Tél. 05 61 86 36 93 - contact@sudimmodiag.fr SAS 385 966 0000 RCS Toulouse	SOTTIL Mathias SUD IMMO DIAG Le 21/10/2024

Conclusions

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Amiante avant travaux

M507J24A A

1/19

